

Prix de l'alimentation

exercées sur les cultivateurs par les promoteurs du boycottage. Monsieur l'Orateur, il n'y a pas de groupe au sein de la société qui ait moins exigé d'elle que les producteurs d'aliments. Tout ce qu'ils ont demandé à la société est un peu de sécurité et un niveau de vie convenable. Ils n'ont pas demandé de bénéfices ou de privilèges excessifs. Ils ne se sont pas présentés à la radio ou à la télévision pour raconter des histoires dont ils pourraient bénéficier. Ils ont demandé des prix minimaux qui les protégeraient contre les crises, imprévues parfois mais pas toujours.

Il y a deux ans, les éleveurs de porc perdaient de l'argent pour chaque animal qu'ils engraisaient. J'ai vu les états financiers d'un éleveur de ma circonscription. Il produisait 2,000 porcs par année et perdait \$6 pour chaque animal élevé dans sa ferme. Ces producteurs n'exigent de la société rien de plus qu'un rendement raisonnablement stable et ils produiront alors tous les aliments dont nous aurons besoin. Je dirais au même député que si nous rendons la production d'aliments assez peu attrayante, si nous offrons assez de risques au cultivateur, nous pourrions arriver à un point où nous ne pourrions même pas produire assez d'aliments pour nous-mêmes. Ce serait tout un événement pour un pays comme le nôtre, mais si nous poursuivons dans la même veine et décrétons des blocages de 90 jours et autres tours pareils, nous pourrions bien y réussir.

Je pense que si nous faisons preuve de réalisme et si nous recherchons la cause réelle et prenons les mesures raisonnables, nous pourrions produire les aliments nécessaires à nos besoins, nous pourrions les distribuer à ceux qui en ont besoin et nous pourrions éviter la sous-alimentation qui existe au pays actuellement. Le comité a eu des preuves de cette sous-alimentation. Des gens se sont présentés devant le comité et nous ont dit en langage clair, simple que des Canadiens étaient sous-alimentés, autrement dit qu'ils mouraient de faim. Et nous nous enorgueillissons d'être l'un des pays le plus riche du monde jouissant d'un haut niveau de vie. Nous pouvons faire disparaître cette sous-alimentation si nous prenons des mesures raisonnables et logiques qui serviront et protégeront suffisamment nos concitoyens.

• (2110)

Si nous avons besoin d'une certaine publicité et pouvons en supporter les frais, nous devrions y recourir logiquement mais non en vue d'en faire une exploitation rentable. Tentons de l'employer de façon à desservir les Canadiens, à enseigner aux enfants comment demeurer en bonne santé au lieu de chercher à persuader leur mère d'acheter des choses inutiles. Jadis dans les écoles, il n'y avait pas de télévision, mais des images sur les murs enseignaient aux enfants que les oranges, les œufs et le bacon sont une nourriture saine. Comme nous avons maintenant un des meilleurs médias publicitaires au monde, à quoi sert-il? A vendre des flocons de maïs! En qualité de député sérieux, disons à ces publicitaires: «Ne nous montrez pas comment mourir de faim, mais dites-nous comment vivre.» Ce serait plus sensé.

Le comité aura offert au moins aux députés une occasion de comprendre certains éléments en jeu dans l'industrie alimentaire. De temps à autre, certains députés frustrés, et j'en étais, ont déclaré qu'on nous faisait du baratin et je suppose que les spécialistes de la réclame dans l'industrie nous ont soumis aux procédés des relations publiques. Toutefois, ceux d'entre nous qui voulaient voir...

[M. Gleave.]

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député, mais le temps qui lui était alloué, en vertu de l'ordre adopté aujourd'hui, est expiré.

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, ayant participé à temps partiel à ce Comité spécial sur les tendances des prix de l'alimentation, je suis heureux de prendre part à l'étude de la motion tendant à l'adoption du rapport du comité.

Le problème qu'on a demandé au comité d'examiner se rapporte au problème fondamental de l'inflation. Nous avons un gouvernement qui, au cours des deux ou trois dernières années, pour des raisons bien connues de lui-même, a fait fonctionner la presse à billets et a augmenté ainsi la masse monétaire du pays. Je trouverais ceci plutôt amusant si ce n'était pas si triste pour les gens qui ne peuvent se défendre contre la montée incessante de tous les prix, pas seulement de l'alimentation. Aucun député de ce grand ramassis d'intellectuels du côté du gouvernement ne peut dire pourquoi nous avons un problème avec les prix aujourd'hui. Il devrait être élémentaire que si l'on se conduit d'une manière irresponsable et que l'on fait fonctionner les presses outre mesure, on va provoquer de l'inflation et les augmentations qui en découlent dans le prix de l'alimentation et de toutes les autres choses.

Fait à remarquer, pendant les deux dernières années la masse monétaire du pays a augmenté à un taux d'au moins 10 p. 100. Je pense que la moyenne des deux années serait de 15 à 17 p. 100 et ceci est absolument inacceptable. Nous avons eu également une situation où le gouvernement fédéral, le gouvernement le plus en évidence, celui qui se trouve au sommet, que tout le monde regarde comme un exemple, n'a pas vécu dans les limites de son revenu. Nous avons eu une période d'imposition élevée et de recettes gouvernementales également élevées, mais néanmoins nous avons eu une succession de déficits. Je pense que tout le monde admet que les déficits du gouvernement provoquent l'inflation et l'augmentation des prix. Je ne sais pas où se trouve le mystère. Nous avons une administration irresponsable qui a joué avec les politiques fiscales et monétaires du gouvernement de la nation et en conséquence nous avons un problème national.

Des membres du Nouveau parti démocratique et du parti libéral se moquent lorsqu'on dit que le gouvernement fédéral devrait bloquer les prix pour modifier l'orientation prise par l'économie depuis 5, 6, 7, 8 ou même 10 ans. Cela remonte, je suppose, à la fameuse formule Pearson, pour régler le différend relatif à la Voie maritime, qui a mis en marche cette dernière inflation. De toute façon, je ne vois pas ce qu'il y a d'illogique ou de mal à suggérer que le gouvernement fédéral se charge du problème et dise aux Canadiens qu'il va examiner la situation sous un nouvel angle, protéger les gens—surtout ceux qui sont incapables de se protéger eux-mêmes par la négociation collective ou autrement—et leur permettre de conserver leur pouvoir d'achat. Personne ne prétend qu'un blocage de 90 jours résoudrait entièrement le problème. N'importe lequel des députés ministériels ou de leurs auxiliaires à ma gauche doit se rendre compte des erreurs de politiques adoptées jusqu'ici et de la nécessité d'une nouvelle orientation.

Voici à mon sens la modification fondamentale qui s'impose: le gouvernement fédéral devrait commencer à vivre selon ses moyens et son exemple devrait être suivi par les autres paliers de gouvernement et par le monde des affaires au pays. Nous pourrions ainsi assurer un véritable essor à l'économie et, partant, des avantages pour tout le monde. La coalition actuelle a repris l'an-